



GOUVERNEMENT

Généralisation
du SNU : l'exécutif
prend son temps
face à un projet
inflammable **PAGE 8**

POLITIQUE

Généralisation du SNU : l'exécutif prend son temps face à un projet inflammable

Le gouvernement a renoncé à présenter son dispositif dès ce mardi. Il hésite encore à le rendre obligatoire.

LORIS BOICHOT @lboichot

GOUVERNEMENT Où est passé la généralisation du service national universel (SNU) ? Dans les ministères des Armées et de l'Éducation nationale, les cabinets ont imaginé en présenter les contours mardi 4 avril, en Conseil des ministres, en même temps que la loi de programmation militaire (LPM) 2024-2030. Mais l'exécutif a décidé de temporiser : ce dispositif controversé, lancé en 2019 pour les jeunes de 15 à 17 ans, ne sera pas mis à l'ordre du jour la semaine prochaine.

Dans le contexte très sensible des retraites, l'avenir du SNU reste incertain. Le renvoi à plus tard des annonces a suffi à ce que ses opposants de gauche se félicitent d'un « recul », enhardis mercredi par un article de *L'Opinion* indiquant que l'Élysée renonçait à le rendre obligatoire.

« Les arbitrages ne sont pas encore rendus », assure l'entourage du chef de l'État, qui souligne que 75 % des Français sont favorables à un SNU obligatoire, selon un récent sondage Ifop pour *Le Journal du dimanche*. « Ce projet a toujours vocation à être généralisé. Il n'est pas du tout envisagé de l'abandonner », enchérit Sarah El Haïry. La secrétaire d'État chargée de la Jeunesse et du SNU « continue » ses consultations et promet de rendre ses conclusions « d'ici l'été ».

Faut-il rendre ce dispositif obligatoire ? Le gouvernement n'a pas encore tranché et ne veut pas se presser. « Ce n'est pas le moment », estime un ministre de premier

plan. À Matignon comme à l'Élysée, il n'a échappé à personne qu'une partie de la jeunesse a grossi les rangs de la mobilisation contre la réforme des retraites. Ni que le SNU est critiqué pour son coût – 110 millions d'euros en 2022, 1 milliard d'euros minimum en cas de déploiement – et pour sa dimension militaire.

Basé à ce jour sur le volontariat et divisé en deux phases – un « séjour de cohésion » gratuit, suivi d'une mission d'intérêt général –, ce dispositif irrite une partie de la gauche. Mais aussi les milieux des armées, qui s'estiment déjà occupées sur d'autres fronts. Son extension à toute une classe d'âge, soit environ 800 000 jeunes par an contre 32 000 l'année dernière, reste un casse-tête.

« Expérimentation locale »

« La généralisation pose des questions logistiques et d'acceptabilité. Mieux vaut prendre le temps d'avoir un débat serein », juge Thomas Gassilloud, président (Renaissance) de la commission de la défense de l'Assemblée nationale. L'élu plaide pour un « test » dans quelques départements, avant une éventuelle extension à l'échelle du pays. Cette « expérimentation locale » est une piste étudiée au sommet de l'État. Un document de l'Éducation nationale, révélé début mars par le magazine *Politix*, évoque sa mise en place dans « six départements » dès la prochaine rentrée scolaire. Avant que le SNU soit rendu « progressivement obligatoire ».

Outre cette hypothèse, Sarah El Haïry

indique que deux scénarios doivent encore être arbitrés : une « éventuelle généralisation sur le temps scolaire », qu'elle soutient, et un « SNU volontaire sur le temps extrascolaire », assorti d'incitations comme l'obtention du Bafa ou du permis de conduire. La première option nécessiterait un projet de loi. Pas la seconde. Laquelle serait perçue comme une version minimale de ce qui fut présenté en 2018 comme la « grande réforme de société du quinquennat ». ■



ROMAIN LONGIERAS/HANS LUCAS VIA AFP

Dans le contexte très sensible des retraites, l'avenir du SNU (ici, lors d'une cérémonie d'ouverture d'un séjour) reste incertain.

